

En conséquence, il est indispensable que l'Etat en région se dote d'une stratégie de la donnée afin d'améliorer l'efficacité des politiques publiques conduites en Hauts-de-France et de valoriser ce nouveau bien public.

Pour ce faire, je vous confie une mission interministérielle – préfectures, directions régionales et autres opérateurs de l'État comme l'ARS, l'ADEME, l'Agence de l'eau ... - dont l'objectif est d'élaborer cette stratégie. Un état des lieux des dispositifs et pratiques en cours dans les services de l'État devra être réalisé, à partir duquel des propositions stratégiques et opérationnelles devront être élaborées et mises en œuvre. Plus précisément, il s'agirait de :

- réaliser un inventaire des grandes catégories de données disponibles dans chacun des services. Seront précisées autant que possible les données acquises auprès de partenaires extérieurs, les données créées en propre par les services, leur statut (confidentiel/à diffuser),
- réaliser un inventaire des outils et modalités d'exploitation de ces mêmes données, pour une valorisation interne, pour une valorisation externe,
- cartographier les dispositifs partenariaux de partage et de valorisation de la donnée. Seront notamment précisés les partenaires impliqués, les budgets engagés, les modes et instances de gouvernance, les effectifs consacrés, les publics visés et les productions réalisées.
- définir des axes de progrès pour une politique intégrée de la donnée en région, une synergie accrue entre services et opérateurs de l'État et une meilleure valorisation des données produites par les services de l'Etat.

Cette mission interministérielle devra être réalisée en considérant les actions conduites avec les collectivités en la matière (Géo2France et observatoires régionaux) : bien que différentes, les administrations d'État et de collectivités produisent des données qui ont le statut de bien commun, lesquelles devraient être partagées par l'ensemble des acteurs publics sans restriction dans le but d'améliorer le service rendu à l'usager.

Pour cette mission, vous pourrez vous appuyer sur les services du Secrétariat Général aux Affaires Régionales (Gérald FIEVET, gerald.fievet@hauts-de-france.gouv.fr / 03-20-30-58-88) tant pour les relations avec les autres administrations d'État que pour les relations avec les collectivités territoriales.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Michel LALANDÉ